



Annonces de Lecornu hier : le cirque parlementaire continue À nous, travailleurs et travailleuses, de nous faire entendre !

Le cirque parlementaire continue entre offres de service à Macron et tentatives de coller à la détestation ambiante de ce dernier, histoire de ne pas griller toutes ses chances pour de prochaines élections. La démocratie bourgeoise est en crise ? Le PS, comme d'habitude, propose ses services pour la sauver... Mais en tant que travailleurs, nous avons notre carte à jouer !

Le PS à la rescousse de Macron et des patrons

Lecornu pense avoir gagné un sursis en élargissant son « socle commun » au PS d'Olivier Faure. La face réjouie de François Hollande à l'assemblée est à elle seule tout un programme ! Car le rescapé Lecornu a présenté un budget de guerre sociale qui mérite le soutien de l'auteur de la loi Travail. Gel des pensions, doublement des franchises médicales, baisse des moyens des hôpitaux, baisse du salaire net des apprentis, augmentation des impôts des retraités qui touchent plus de 1600 euros par mois, baisse accélérée des impôts sur les entreprises, suppressions de postes de fonctionnaires, baisse drastique des dotations pour les sports et la culture... Mais des milliards pour la guerre (+13 % pour les armées), pour le patronat (aucune remise en cause des 200 milliards de subventions et exonérations annuelles) et pour les banques (qui palpent sans rien faire les intérêts de la dette). Un musée des horreurs patronales qui n'a rien à envier à celui de Bayrou !

L'arnaque de la suspension de la réforme des retraites

Si le PS rejoint le radeau de la méduse de Macron, ce n'est pas parce qu'il y aurait la moindre concession. Mais pour sauver des députés qui auraient peu de chances en cas de dissolution. Il fallait simplement habiller ce marchandage par la « suspension » de la réforme des retraites. Geste symbolique car la lutte de 2023, qui a mobilisé une majorité de salariés, est encore dans toutes les têtes. Oui, quand on lutte, même si on perd, il en reste toujours quelque chose !

« Redonner le pouvoir au parlement »... pour qu'il mène l'offensive patronale et raciste !

Ce nouvel attelage du PS à LR en passant par Macron, s'il survit quelques semaines, ne se contentera pas du budget. Il a déjà mis à son agenda un nouveau conclave pour remettre sur la table la retraite « à points » que la grève de l'hiver 2019-2020 avait mis en échec – mais que la CFDT revendique, elle qui qualifie la suspension de « vraie victoire » ! Et ces adeptes du « barrage » à l'extrême droite continueront de lui courir après en reprenant ses mesures les plus crasses, comme la suppression des APL pour les étudiants extra-communautaires prévue au budget. Gageons que ce parlement où extrême droite et droite extrême sont en force, saura se montrer inventif dans les attaques racistes et anti-pauvres !

Imposons nos revendications !

Du PS au RN, ils gouvernent ou veulent gouverner au service des capitalistes. Mais nous pouvons les mettre en échec ! En septembre, les manifestations et les grèves ont fait la une avec une rentrée sociale comme il n'y en a pas eu depuis bien longtemps. Des luttes continuent, contre les licenciements ou pour de meilleures conditions de travail ou de salaire. Dans la Loire, les salariés du groupe JDE Peet's, viennent d'obtenir une augmentation de 160 euros brut mensuels minimum grâce à leur grève.

Tous ensemble, nous avons le pouvoir de tout bloquer, car nous sommes à la base de toute l'économie, à la source de tous leurs profits. Loin des joutes parlementaires, des cris d'orfraies pour la « démocratie » ou la « stabilité », de la lutte des places par la compromission avec Macron ou par de nouvelles élections, il faut nous préparer à nous battre contre les attaques du gouvernement et du patronat dans la rue et dans les grèves.

7 milliards d'économies sur la santé

Hier, Lecornu a présenté son projet de budget pour la Sécu. C'est une boucherie. Progression du budget des hôpitaux limitée à 1,6 %, les seuls besoins démographiques nécessiteraient au moins 5 %. Concrètement, pour nous, ça veut dire encore plus de sous-effectif, de surcharge de travail, encore moins de matériel ! Mais le gouvernement ne s'arrête pas là. Il veut doubler les franchises médicales, limiter les arrêts maladie à 15 ou 30 jours, Mais aussi geler les pensions retraite et toutes les prestations sociales pour 2026 ! Une vraie déclaration de guerre sociale – à nous de réagir !

Des économies... de merde, littéralement

On ne reçoit plus dans les services que des protections urinaire au rabais. Qualité excécrable. Ça amuse sans doute la direction – alors que pour nous c'est un calvaire, et surtout pour les patients c'est une humiliation de plus. Lancer de couches à organiser ?

La force, c'est l'argument des faibles

Quand on réclame des moyens, ces jours-ci, la principale réponse des cadres c'est de nous mettre un rapport ! Des rapports complètement bidon. Dans certains services, c'est 3 rapports en 3 mois ! Sans parler des pressions qui vont avec. La direction est vraiment à cours d'argument. Malheureusement pour elle, aux dernières nouvelles, exiger d'avoir les moyens de faire son travail correctement, ce n'est pas une faute !

Le miracle de la grève

L'avantage dans cette période de grèves, c'est qu'on s'aperçoit qu'on est plus nombreux les jours de grève que d'habitude. La direction assigne du personnel pour respecter le service minimum, et au final y a plus de collègues que les jours sans grève. La preuve qu'on tourne d'habitude en-dessous du service minimum !

Moralité : pour avoir du personnel, mettons nous en grève !

Relais H-ess (*dèche)

Le prestataire qui gère les Relais H de la Pitié a changé. 5,30 euros le sandwich. À ce prix là, il nous reste en travers de la gorge.

Et la ristourne qu'on a avec la carte professionnelle a fondu : on passe de 30 % à seulement 20 % !

...et même le café devient un luxe : dans les services, au distributeur, les cafés sont passés de 80 centimes à 1,20 euros !

« Trop gentil », vraiment ?

« On est, je pense, trop gentil en France avec les professionnels de santé, avec les établissements de santé, sur la manière dont ils s'organisent, dont ils pratiquent la médecine. » C'est signé... Nicolas Revel, directeur de l'AP-HP.

Il fallait oser ! Pendant que les équipes bossent en sous-effectif, en 12 heures, sans clim l'été ni chauffage l'hiver, la direction trouve encore le moyen de jouer les victimes. En réalité, c'est nous qui sommes trop gentils avec une direction qui ferme des lits, supprime des postes et explique que tout ça, c'est « pour le bien du patient ».

Prime Ségur : trop payés, vraiment ?

Après Lecornu et Buzin, c'est au tour de Nicolas Revel, directeur général de l'AP-HP, de trouver que la prime Ségur « coûte trop cher ». Traduction : les hospitaliers seraient presque trop bien payés !

Rappelons que cette prime, arrachée après un an de grève et une pandémie, ne compense même pas des années de salaires gelés et de conditions dégradées. Ces déclarations montrent surtout que la direction prépare le terrain pour s'en prendre à nos salaires. Si elle osait, il faudra se battre, non seulement pour empêcher qu'on nous l'enlève, mais pour de vraies augmentations de salaires.

Le record de la précarité ?

Une aide-soignante de l'hôpital de Chauny vient sans doute de battre un record dont elle se serait bien passée. Elle a cumulé 37 CDD en moins de 5 ans avant d'être mise dehors !

« Ça ne tient plus ! »

C'était le mot d'ordre du monde associatif mobilisé samedi 11 octobre contre les coupes budgétaires qu'il subit. Diminution des missions, licenciements de salariés : les associations sont en mode survie, et tant pis si l'accès au sport, à la culture, si le lien social ou la prévention dans la santé diminuent drastiquement, tant que les aides publiques continuent d'engraisser les actionnaires et l'armée.

Quelle paix sans justice en Palestine ?

Même après le cessez-le-feu, vendredi 10 octobre, des bombes sont tombées sur les Gazaouis. Le bilan des massacres dépasse les 67 000 morts. Il n'y a aucune assurance que l'armée génocidaire ne reprenne les tueries après les échanges d'otages. Et les dirigeants internationaux ne se sont pas réunis au Caire ce lundi pour forcer l'État israélien à respecter le droit international : les Palestiniens de Cisjordanie subissent toujours le harcèlement et les assassinats de colons déchainés sur leur terre.

